

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(Commun à tous les lots)**

**(C.C.A.P.)**

**Le pouvoir adjudicateur :**

**Communauté d'Agglomération  
Grand Calais Terres & Mers  
76 boulevard Gambetta  
CS 40 021  
62 101 CALAIS CEDEX**

**Etabli en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics  
et du CCAG Fournitures et Service courants, relatif à :**

---

**Fourniture de produits d'entretien pour la maintenance des locaux et l'hygiène corporelle**

---

**Procédure adaptée conformément à l'article 27 du Décret relatif aux Marchés Publics**

## Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

### Fourniture de produits d'entretien pour la maintenance des locaux et l'hygiène corporelle.

## Article 2 - Décomposition du contrat

### 2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet de 3 lots :

Lot n° 1 : Produits d'essuyage et d'hygiène corporelle

Lot n° 2 : Produits d'entretien

Lot n° 3 : Produits de nettoyage pour les établissements de natation et d'activités aquatiques

### 2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec minimum et maximum de commandes, en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Elles sont susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Première période		Cumul périodes suivantes	
	Montant Minimum	Montant Maximum	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot 1 - Produits d'essuyage et d'hygiène corporelle	8 000 € HT	34 000 € HT	16 000 € HT	68 000 € HT
Lot 2 - Produits d'entretien	15 000 € HT	44 000 € HT	30 000 € HT	88 000 € HT
Lot 3 - Produits de nettoyage pour les établissements de natation et d'activités aquatiques	5 000 € HT	25 000 € HT	10 000 € HT	50 000 € HT

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au dernier jour du délai indiqué sur le bon de commande.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, si le total des commandes n'a pas atteint le minimum fixé par le marché, le titulaire ne bénéficie pas d'une indemnité.

### ***2-3-Bons de livraison***

Les livraisons se feront en présence d'un représentant de la Personne Publique, en l'occurrence le service demandeur, qui contrôlera la réception quantitative et qualitative des fournitures.

Celles-ci seront constatées par l'acceptation d'un bon de livraison mentionnant :

- le lieu et date de livraison
- la référence du bon de commande
- la nature et la quantité des fournitures livrées

Si le fournisseur ne se conforme pas aux dispositions du marché ou des bons de commande, le représentant du pouvoir adjudicateur le mettra en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

La personne publique confie au titulaire, jusqu'à la fin du marché précisée dans l'acte d'engagement, la livraison de la totalité des fournitures ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **Article 3 - Conditions et délais de livraison des fournitures**

### ***3-1 - Délais de livraison des fournitures***

Le matériel commandé devra être livré au plus tard 5 jours ouvrés après la réception du bon de commande signé.

### ***3-2 - Prolongation des délais d'exécution***

Les stipulations de l'article 13.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services sont seules applicables.

### ***3-3-Date de début de livraison***

Les fournitures sont livrées conformément aux dispositions de l'article 20 du Cahier des clauses administratives générales Fournitures Courantes et Services.

Le délai de livraison de chaque bon de commande part de la date de notification du bon correspondant. Sauf indication contraire de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

### ***3-4-Clauses Techniques***

Voir CCTP.

### ***3-5-Conditions de vente***

Le présent marché est passé à l'exclusion totale des conditions de vente générales ou particulières du fournisseur.

### 3-6-Application de l'article D.8222-5 du code du travail

En application de l'article D.8222-5 du code du travail le ou les titulaires du marché produisent, **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploie des salariés (art. D.8222-5) ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. R. 324-4-1°-b)) ;

l'attestation sur l'honneur doit être produite tous les six mois, sauf si, compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, cela conduit à représenter une attestation déjà fournie par le titulaire du marché ;

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai de un mois.

## Article 4 - Généralités

### 4-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles ; dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières** dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières** dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires et le Détail Estimatif d'Aide à la Décision**
- **Tarifs ou catalogue(s) tarifaire(s)**
- **Le mémoire justificatif**

### 4-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

#### 4-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

#### **4-3-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **Article 5 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations**

#### **5-1-Durée du contrat - Délai d'exécution**

Le marché débute à la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2018. Il est renouvelable 1 fois par reconduction expresse pour une période de 1 an.

#### **5-2-Exécution complémentaire**

##### **5-2-1-Modification du contrat**

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

## 5-2-2-Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

## 5-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, en cas de retard dans la livraison des fournitures, une pénalité égale à 5% du montant du bon de commande considéré par jour ouvré de retard sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG- FCS, il n'y a pas d'exonération des pénalités inférieures à 300 € HT.

# Article 6 - Prix et règlement

## 6-1-Contenu des prix

**Les prix du marché sont traités à prix unitaires**, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

## 6-2-Variation des prix

**Les prix du marché sont fermes la 1<sup>ère</sup> année et révisables par ajustement les années suivantes en fonction d'une référence du fournisseur à partir de laquelle on procède à l'ajustement du prix de la fourniture.**

**Les prix sont ajustés au 1<sup>er</sup> janvier** dans les conditions prévues à l'article 10-2 des clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services et sur la base des conditions économiques reprises ci-dessus.

Cet ajustement sera basé sur la substitution du bordereau des prix, catalogue de prix, barème ou bordereau du fournisseur par un nouveau document établi pour la nouvelle année.

**Dans le cas où le fournisseur aurait basé son offre sur des niveaux de remise, ces niveaux de remise resteront inchangés.**

Toutefois, le changement de document de référence ne sera pris en compte que si les nouvelles références ont été dûment notifiées à l'agglomération par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou contre récépissé **au plus tard au 31 janvier**.

**Clause butoir** : l'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la référence d'ajustement (rabais déduit) **ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3% entre deux années** civiles successives.

Eventuellement, afin de pouvoir vérifier le respect de la clause butoir au moment des ajustements de prix, le détail estimatif d'aide à la décision (qui sert à l'analyse des offres) sera calculé avec les prix du nouveau document de référence et comparé au détail estimatif d'aide à la décision initial ou de l'année n-1.

**Clause de sauvegarde** : dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir ci-dessus, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans que le

titulaire puisse arguer de quelque dédommagement que ce soit.

## **6-3-Modalités de règlement**

### **6-3-1-Régime des paiements**

Les fournitures font l'objet de paiements sur facture, accompagnée du bon de livraison, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

### **6-3-2-TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **6-3-3-Présentation des demandes de paiement**

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers  
Direction des Ressources Financières  
76 boulevard Gambetta  
CS 40 021  
62 101 CALAIS CEDEX

### **6-3-4-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

### **6-3-5-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

### **6-3-6-Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### **6-4-Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des fournitures.

### **6-5-Avance**

Sans objet.

## **Article 7 - Conditions d'exécution des prestations**

### **7-1-Lieu de livraison**

Les fournitures peuvent être livrées aux adresses suivantes :

- Hôtel Communautaire, 76 boulevard Gambetta à Calais
- Complexe Icéo, 1400 rue Roger Martin du Gard à Calais
- Conservatoire de musique, rue du 11 novembre à Calais
- Ecole d'art, boulevard Jacquard à Calais
- Base de voile, 415 RD940 à Sangatte
- Base de chars à voile, Avenue de la mer aux Hemmes de Marck
- Piscine E. Ranson, Place Georges Maréchal à Calais
- Station Monod, Rue Monod à Calais
- Station Toul, Rue de Toul à Calais
- Crèche Pom' d'Api, Rue du Contre hallage Aux Attaques
- Crèche Pom' de Reinette, Allée des charmes à Frethun
- Antenne conservatoire, Rue du Docteur Drujon à Blériot plages
- Aéroport Calais Dunkerque, Avenue Henry Sainsard à Marck

Les points de livraison seront indiqués sur chaque bon de commande.

### **7-2-Transport**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

### **7-3-Mode de livraison**

Pour chaque livraison, le titulaire du marché remettra un bon de livraison détaillant l'ensemble des fournitures livrées et la référence de la commande. Au moment de la livraison, il demandera à ce que le bon de livraison soit complété du nom et de la signature de la personne chargée de la réception. Une copie de ce bon de livraison pourra être demandée en cas de litige pour effectuer le règlement d'une facture.

## **7-4-Documents à fournir**

Documentation technique : le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

En cas de non-remise de la documentation technique des produits, une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard sera appliquée.

## **Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie**

### **8-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications**

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont celles qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Le pouvoir adjudicateur effectue généralement ces vérifications au moment même de la livraison des fournitures.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 25 du CCAG FCS et le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables.

Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises 5 jours ouvrés après leurs livraisons.

#### **1) Vérification quantitative**

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

#### **2) Vérification qualitative**

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande verbale ou écrite du pouvoir adjudicateur, qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

#### **3) Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

## **8-2-Garantie**

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les fournitures sont garanties contre les défauts conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG – FCS et par les garanties habituellement pratiquées par le fournisseur sur ses produits.

## **9 - Dispositions applicables en cas d'intervenant étranger**

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes » du présent document. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

## **Article 8 - Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

## **Article 9 - Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **Article 10 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 38 du CCAG FCS par l'article 2.2 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 5.3 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 5.3 du CCAP